

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 09/04/26

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

LA RAFFINERIE
44480 Donges

Référence : N2-2026-0365
Code AIOT : 0006301207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 à la raffinerie exploitée par TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE à Donges (44480). L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- LA RAFFINERIE 44480 Donges
- Code AIOT : 0006301207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

En service depuis 1930, la raffinerie de Donges est exploitée par TotalEnergies Raffinage France et a une capacité de raffinage de 11 millions de tonnes par an. Ses installations permettent d'obtenir par diverses opérations à partir du pétrole brut reçu par voie maritime, des carburants, combustibles et bitumes. Les produits pétroliers et les gaz produits sont stockés dans 145 réservoirs à pression atmosphérique, 12 réservoirs sous pression et un stockage souterrain de propane. Les produits sont réceptionnés et expédiés par voies maritime, ferroviaire et routière ainsi que par canalisations de transport.

L'arrêté préfectoral du 24 janvier 2019 modifié autorise et fixe des prescriptions pour les activités de la raffinerie.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'actions pris suite aux incidents survenus en 2024 et 2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité par l'administration de l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fuite du stripper des eaux acides du 7/12/2023	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Fuite enflammée d'hydrogène du 10/09/2024	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Purge d'hydrocarbures vers le réseau EH du 7/02/2025	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Fuite d'acide fluorhydrique du 5/03/2025	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Arrêts intempestifs de l'unité FCC du 23/10/2024 et du 6/03/2025	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Odeurs du 7 au 14/11/2025 en provenance des tours SCAM	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Fuite de gazole du 30/01/2026 - ligne N2J585A	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71 et article R.512-69 du Code de l'environnement	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Feu à l'unité DEE du 21/08/2025	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont attendues en particulier pour agir sur la (ou les) cause(s) du phénomène d'érosion-corrosion observé sur la ligne de rebouillage du stripper des eaux acides, pour adapter les modalités de contrôle des systèmes d'obturation de fuite en marche (SOFM) posés sur le réseau hydrogène et anticiper les réparations nécessaires à la dépose des SOFM, pour compléter le rapport d'incident pour odeurs du 7 au 14 novembre 2025, enfin pour réaliser les

opérations de remédiation liées à la fuite de la ligne N2J585A survenue dans la cuvette de rétention non étanche n°30 le 30/01/2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fuite au niveau du stripper des eaux acides du 7/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71
Thème(s) : Risques accidentels, Incident avec activation du POI
Prescription contrôlée : 2.71 Principes directeurs L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées. 2.7.2 Déclaration et rapport [...] L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant. Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Cet incident a fait l'objet d'une visite d'inspection réactive le 7/12/2023.

Le rapport d'incident du 5/03/2024 identifie les causes de cet évènement, notamment la concomitance d'un dysfonctionnement du stripper des eaux et la dégradation de la ligne de rebouillage de la colonne N552 (250Z.950253.B1A-HD2S010F0006), comprenant en fonctionnement normal un effluent pré-traité à destination de la station de traitement des eaux résiduaires. Cette ligne n'est pas suivie au titre du plan de modernisation des installations industrielles.

Les actions correctives suivantes (non exhaustif) ont été contrôlées :

- remplacement de la ligne : un premier remplacement de la ligne a été réalisé en décembre 2023 à la suite de l'incident. Un second remplacement a été réalisé en octobre 2025 donnant suite à la prescription du service inspection du 11/03/2025 sollicitant son arrêt immédiat (épaisseur minimale de 0,8 mm au coude C24 et percement du coude C26 en partie basse). Ces constats réalisés en 2025 après le remplacement de la ligne en 2024 a conduit l'exploitant à renforcer le suivi de cette ligne (plan particulier) pour anticiper le cas échéant son remplacement. L'exploitant indique que des contrôles ont été réalisés début 2026. La prescription du service inspection n°32586096 validée le 5/03/2026 demande le remplacement complet de la ligne pour le 30/03/2026 (atteinte de l'épaisseur de calcul le 10/04/2026 au point C38).
- Expertise sur tuyauterie : Le compte-rendu technique du 16/09/2024 indique que les coudes subissent un phénomène d'érosion corrosion. Le rapport précise : « *Pour limiter la corrosion (et donc le phénomène de corrosion érosion), il serait intéressant de voir s'il est possible de travailler sur le pH de l'eau.* ». En complément du plan particulier, l'exploitant de la BT DIST a indiqué qu'un travail est engagé avec le service procédé et le service inspection sur l'ensemble du stripper du système gaz acide afin d'identifier la (ou les) cause(s) à l'origine des dégradations de la ligne.

L'exploitant a indiqué avoir validé la stratégie d'incident en cas d'arrêt inopiné du stripper du système gaz acide.

Documents consultés

- rapport d'incident - fuite d'eau acide, courrier DGS/HSEQL-ESI 45-24 du 5/03/2024
- compte-rendu d'inspection n°878282 validé le 8/04/2024
- compte-rendu d'inspection n°27642873 signé le 27/01/2026 et dossier de réparation n°53450992 du 23/10/2025 relatif à cette tuyauterie
- prescription du service inspection n°32586096 validée le 5/03/2026
- compte-rendu technique du 16/09/2024, réf. CRT-PTS-2664-2024 - LEC 24-011-2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions visant à supprimer sinon réduire les causes à l'origine du phénomène d'érosion-corrosion de la ligne de rebouillage de la colonne N552 du système gaz acides. Il informe l'inspection des installations classées de l'échéancier de réalisation.

Il justifie du remplacement de la ligne en réponse à la prescription n°32586096.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fuite enflammée d'hydrogène du 10/09/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Incident avec activation du POI

Prescription contrôlée :

2.71 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

2.72 Déclaration et rapport

[...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Cet incident a fait l'objet d'une visite d'inspection réactive le 10/09/2024.

Le rapport d'incident du 19/12/2024 précise les actions correctives suivantes, dont la mise en œuvre a été contrôlée :

- améliorer la procédure [...] « obturation de fuites en marche » pour assurer en parallèle de la mise en place du système d'étanchéité temporaire, la préparation de sa dépose afin de disposer du matériel nécessaire pour la réparation définitive :

La procédure applicable « obturation de fuites en marche » est la révision 5 de 2024. L'exploitant a précisé qu'elle est en cours de révision. Cette action n'a pas été traitée à ce stade.

Concernant le système d'obturation de fuite en marche (SOFM) n°BT1-562 sur presse-étoupe de vanne H2 BL HD2 (SOFM posé sur réseau hydrogène), l'exploitant a justifié que sa dépose est prévue au grand arrêt 2026, conformément au §8.3.8 de la procédure relative aux SOFM.

La demande de pose d'un autre SOFM n°BT-CONV-759 a été validée le 8/08/2025 sur le presse-étoupe de la 2^{ème} vanne de batterie limite de la ligne d'hydrogène de l'U12 (fuite alimentée par le réseau hydrogène du RR vers HD). La date prévisionnelle de dépôt est indiquée au 1/01/2029 lors de l'initialisation de la demande, puis indiquée au grand arrêt 2026 dans l'analyse de risques validée relative à la pose du SOFM.

- Envisager la dépose de SOFM en cas d'arrêt fortuit d'unité, quand cela est possible

La procédure indique au §8.3.8 « dépose du SOFM et remise en conformité » que les « *dispositifs d'obturation sont provisoires (durée maximale de maintien définie avec le prestataire avant la pose) et doivent être enlevés dès que possible et, au plus tard, lors du premier grand arrêt pour travaux de la section concernée* ». Les dates de dépose prévues pour les deux SOFM ci-dessus sont au prochain grand arrêt 2026. Cette action n'a pas été traitée à ce stade (cf. constat précédent).

- Améliorer le contrôle périodique des SOFM pour ce type de fluide en utilisant une caméra acoustique ou du 1000 bulles

L'exploitant a précisé que la révision de la procédure en cours intègre la nécessité d'avoir un contrôle par caméra acoustique ou 1000 bulles, et que le renforcement de la surveillance est prévu avec un contrôle semestriel au lieu d'annuel pour les SOFM posés sur une fuite d'hydrogène. Il a également précisé disposer d'une caméra acoustique pour les 3 business team avec des référents formés à son utilisation.

Pour le SOFM BT-CONV-759, les enregistrements consultés lors de la visite terrain indiquent que le dernier contrôle a été réalisé le 23/08/2025. En réponse à la visite d'inspection, l'exploitant avait indiqué mettre en œuvre une périodicité de contrôle semestrielle. Cette fréquence de contrôle n'a pas encore été transmise aux exploitants en attente de la révision de la procédure.

Documents consultés

- Réponse à l'inspection du 10/09/2024, courrier DGS/HSEQI-ESI 215-24 du 20/12/2024 et annexes
- Procédure applicable DGS-INS-INSP-PG-000024 « obturation de fuites en marche », rév. 5 du 24/04/2024
- dossier d'intervention du SOFM n°BT1-562
- Fichier « Stoppoint n° : GA2600633 » relatif à la dépose du SOFM n°BT1-562 et à la réparation de la vanne manuelle du 17/10/2025
- Dossier MySOFM » validé le 8/08/2025, SOFM n°BT-CONV-759
- Classeur des SOFM de la BT CONV (SOFM n°BT-CONV-759)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie de l'intégration des travaux de réparation permettant la dépose du SOFM BT-CONV-759 dans la liste des travaux du grand arrêt 2026. Il indique le résultat de la vérification demandée à One Tech concernant la compatibilité du produit d'étanchéité utilisé sur ce SOFM posé sur réseau hydrogène, résultat ne figurant pas dans le dossier du SOFM transmis (cf. §6, 9 et 10 du guide de bonnes pratiques pour la pose de systèmes d'obturation de fuites en marche approuvé par décision BSERR n°16-133 du 15/11/2016).

Il met en œuvre le contrôle périodique adapté des SOFM posés sur fuite d'hydrogène.

Il met en œuvre l'organisation permettant de déposer les SOFM au premier arrêt pour travaux sur l'installation, compatible avec la réparation (cf. §9 du guide de bonnes pratiques pour la pose de systèmes d'obturation de fuites en marche) et transmet à l'inspection des installations classées la procédure révisée en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Feu à l'unité DEE du 21/08/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Incident avec activation du POI

Prescription contrôlée :

2.71 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

2.72 Déclaration et rapport

[...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Cet incident a fait l'objet d'une visite d'inspection réactive le 29/08/2025.

Le rapport d'incident du 21/11/2025 identifie comme causes immédiates de l'évènement le montage d'un joint non adapté sur la bride du fond de calandre et un degré de liberté excessif permis lors du montage du joint.

Le rapport d'incident du 21/11/2025 identifie les actions correctives suivantes, dont la mise en œuvre a été contrôlée :

- Habilitation jointage interne : rappeler aux entreprises extérieures réalisant des opérations de jointage sur le site les règles d'habilitation jointage de la plateforme (avoir suivi une formation certifiée GITS ou équivalent et avoir réussi le test de compétence jointage interne) :

L'exploitant a transmis les justificatifs de l'information réalisée aux entreprises extérieures le 22/01/2026. Cette information s'appuie sur le retour d'expérience de la plateforme pour des incidents de perte de confinement survenues au niveau d'un jointage. L'exploitant a également transmis la liste des intervenants ayant suivi le test de compétence jointage (validation en 2025). Un rappel des règles « compétence jointage » a également fait l'objet d'un mémo du 12/12/2025 à l'attention des entreprises prestataires.

- Mise en place par l'entreprise prestataire d'un plan d'action d'amélioration de la qualité du jointage :

L'exploitant a transmis le justificatif indiquant les actions engagées par cette entreprise : elles sont réalisées ou en cours.

Documents consultés

- mémo « tests de compétence jointage » du 12/12/2025
- listing du personnel ayant passé et obtenu son habilitation jointage pour la raffinerie
- présentation « information habilitation jointage » du 22/01/2026 faite à l'attention des entreprises extérieures
- réponse à l'inspection du 29/08/2025, courrier DGS/HSEQI-ESI 226-25 du 28/11/2025 et pièces jointes

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Purge d'hydrocarbures vers le réseau EH du 7/02/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Incident avec activation de la salle de crise

Prescription contrôlée :

2.7.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

2.7.2 Déclaration et rapport

[...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Le rapport d'incident du 07/05/2025 précise que lors du démarrage de l'unité DEE le 7/02/2025, la purge des ballons D2001 et D2006 vers le réseau eau huileuse (EH) a conduit à l'émergence d'hydrocarbures gazeux au niveau des regards de ce réseau. Cet incident a pour causes immédiates l'accumulation d'hydrocarbures légers dans les ballons D2001 et D2006 et la présence d'eau chaude dans le réseau EH lors de la purge.

Le rapport d'incident du 07/05/2025 identifie les actions correctives suivantes, dont la mise en œuvre a été contrôlée :

- Étudier la possibilité de purger les condensats des ballons D2001 et D2006 vers un circuit fermé en phase de démarrage de la DEE :

Une demande de modification a été initiée par l'exploitant ; celle-ci nécessite que soit préalablement réalisée une analyse des risques (revue Hazop, cf. point suivant).

- Réaliser une revue HAZOP de la procédure de démarrage de la DEE (incluant les conditions d'allumage des fours) :

L'exploitant a précisé que la revue HAZOP est en cours de préparation pour le mois de mars 2026.

- Fiabiliser les pilotes des fours F1001 A/B :

L'une des causes de l'incident est la poursuite des opérations de démarrage de la DEE bien qu'un des deux fours ne fonctionnait pas pour chauffer la charge. Concernant le démarrage des fours, l'exploitant a indiqué avoir travaillé sur un plan de « fiabilisation des pilotes des fours » à l'échelle de la plateforme, présenté en comité technique. Les unités RR et DEE sont concernées, la priorité d'intervention restant à définir. L'exploitant précise n'avoir pas connu de nouvelle panne des pilotes pour l'unité DEE.

- Revoir la procédure de démarrage et la programmation de l'automate de démarrage des fours F1001 A/B :

L'une des causes de l'incident est la poursuite des opérations de démarrage de la DEE bien qu'un des deux fours ne fonctionnait pas pour chauffer la charge.

La procédure de démarrage de l'unité a été mise à jour afin d'intégrer le retour d'expérience de cet incident (Rév. 22 du 22/09/2025). L'état stable n°3 de cette procédure indique que les 2 fours

F1001A/B doivent être en service et en montée de température. Il est par ailleurs précisé, au début des opérations devant amener à cet état stable, que le démarrage d'un seul four n'est pas autorisé si les 2/3 des pilotes ne sont pas présents sur les 2 fours.

Concernant la programmation de l'automate de démarrage, l'objectif de cette modification est d'intégrer la contrainte d'avoir les 2/3 des pilotes sur les 2 fours pour continuer les opérations de démarrage de l'unité. L'exploitant a précisé devoir établir le cahier des charges de cette modification afin d'engager cette action après le grand arrêt 2026.

- Vérifier le boulonnage des plaques d'égout et le contrôle préventif des événements du réseau d'eaux huileuses

Ces actions n'ont pas été réalisées.

Lors de la visite des installations, la présence de l'exutoire des purges des ballons D2001 et D2006 vers le réseau TER a été contrôlée avec l'exploitant. L'exutoire est séparé de la dalle béton de l'unité DEE par un muret de rétention entourant l'évacuation.

Documents consultés

- procédure de démarrage de l'unité DEE, 1000/2000/6000/8000), Rév. 22 du 22/09/2025

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées des suites données à la création d'un circuit fermé pour la purge des ballons D2001 et D2006 (cf. art. 4.4.2 « récupération et valorisation des purges d'hydrocarbures »).

Il informe l'inspection des installations classées de l'échéance des actions encore en cours ou prévues, notamment pour la programmation de l'automate de démarrage et le contrôle préventif des événements du réseau d'eau huileuse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Fuite d'acide fluorhydrique du 5/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Incident avec activation de la salle de crise

Prescription contrôlée :

2.71 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

2.72 Déclaration et rapport

[...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de

l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : cf. annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : cf. annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Arrêts intempestifs de l'unité FCC du 23/10/2024 et du 6/03/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art. 2.71 Principes directeurs</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.</p> <p>art. 2.7.2 Déclaration et rapport</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.</p> <p>Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Constats :</p> <p>Arrêt intempestif de l'unité FCC du 23/10/2024 : Le rapport d'incident du 23/01/2025 identifie les actions correctives suivantes, dont la mise en œuvre a été contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant le réseau vapeur des torches F1001 et F1002, le remplacement de la vanne PCV12 de régulation du réseau VM est planifié : cette vanne a été remplacée à la suite de l'incendie survenu dans l'unité DEE le 21/08/2025 (cf. inspection menée le 29/08/2025) ; Concernant l'arrêt intempestif de l'unité FCC, la vanne manuelle non étanche a été resserrée et la procédure de démarrage a été modifiée en intégrant la consigne de dépose du flexible avant le passage de charge avec inhibition temporaire de la sécurité du PDTs 2060 [...] : l'exploitant a justifié que le remplacement de la vanne manuelle non étanche est prévu pendant le grand arrêt 2026. <p>Arrêt intempestif de l'unité FCC du 06/03/2025 : Le rapport d'incident du 4/06/2025 identifie les actions correctives suivantes, dont la mise en œuvre a été contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant le réseau vapeur des torches F1001 et F1002, le remplacement de la vanne PCV12 de régulation du réseau VM est planifié au dernier trimestre 2025 en raison du délai d'approvisionnement : cf. ci-dessus

- Concernant l'identification erronée de l'équipement pour intervention de maintenance simple (i), l'action identifiée est l'étiquetage physique, sur l'équipement, de chaque actionneur des slide valve L1001A/B, L1002, L1003, et L1004 : contrôle par sondage sur L1002 : l'exploitant a justifié de l'étiquetage réalisé sur le ZT2102A.
- Concernant la défaillance de la carte électronique de la vanne L1002 (ii), cette carte a été changée et testée conforme le 25/04/2025 : l'exploitant n'a pas transmis le justificatif de réalisation.

Documents consultés

- extrait « DPC GA26 » relatif à l'échange de la vanne de purge du PDS2060

- photographie de l'étiquetage mis en place sur l'actionneur 652ZT2102A de la vanne 652L1002

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet l'enregistrement justifiant du test conforme de la carte électronique de la vanne L1002 réalisé le 25/04/2025.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Odeurs du 7 au 14/11/2025 en provenance des tours SCAM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

art. 2.71 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

art. 2.72 Déclaration et rapport

[...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article R.512-69 du Code de l'environnement

[...]

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport d'incident indique que « *L'épisode d'odeurs anormales signalées entre le 07 et le 14/11/2025 est lié à une pollution en ammoniac du circuit d'eau de refroidissement dû à une fuite au niveau du faisceau de l'échangeur E5002 (eau de procédé strippée du FCC). La cause de cette fuite n'a pas été identifiée, l'échangeur n'ayant pas à ce jour été déposé pour inspection. [...] A l'occasion de chaque grand arrêt, le faisceau de cet échangeur est généralement remplacé compte tenu de son historique de corrosion interne (eau de réfrigération) et de corrosion externe extra-tubulaire prédominante (eau de procédé strippée).* ».

L'eau du circuit de refroidissement est traitée au chlore. L'exploitant indique avoir sollicité lors de l'incident deux organismes pour des mesures dans l'air des composés susceptibles d'être émis, sans avoir obtenu de retour positif. Le rapport ne donne pas d'information quant aux composés susceptibles d'être émis ni quant au risque sanitaire lié à cet incident.

Le rapport d'incident du 07/02/2026 identifie les actions correctives suivantes (non exhaustif), dont la mise en œuvre a été contrôlée :

- Remplacement du faisceau de l'échangeur E5002 - prévu au GA26 : l'exploitant indique que le faisceau fuyard a été remplacé en semaine n°8. L'exploitant a transmis le procès-verbal et rapport d'épreuve hydraulique du faisceau du E5002 validé le 23/02/2026 (décision « conforme »).
- Rajout des tours aéroréfrigérantes SCAM à la liste des équipements susceptibles de générer des odeurs à contrôler (BT LOR) » : modification non réalisée lors de l'inspection

Documents consultés

- Fiche réflexe BT4 en cas de plainte, rév. 2 du 14/03/2022, DGS-BTLOR-ENV-FR-000001
- rapport d'incident odeurs SCAM novembre 2025 du 7/02/2026
- procès-verbal et rapport d'épreuve hydraulique n°EH-C21267-0088 du 23/02/2026

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise les mesures prises ou envisagées pour éviter toute nouvelle fuite sur ce faisceau. Il transmet à cet effet le compte-rendu de l'inspection prévue suite à la dépose du faisceau fuyard de l'échangeur E5002.

Il met à jour la fiche réflexe en cas de plainte afin d'y intégrer les tours aéroréfrigérantes SCAM.

L'exploitant transmet, en réponse au présent rapport d'inspection, une seconde version du rapport d'incident précisant la ou les substance(s) ayant pu être émise(s) lors de cet incident (a priori des chloramines par mélange d'ammoniac et de chlore), et intégrant le cas échéant une évaluation des effets sur les personnes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Fuite de gazole du 30/01/2026 - ligne N2J585A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.7.1 et article R.512-69 du Code de l'environnement

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

art. 2.7.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées.

art. 2.7.2 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement [...]

Les événements suivants doivent faire l'objet d'une déclaration au plus tard sous 1 semaine :

- suite à une perte de confinement d'un produit dangereux de plus de 100 kg, [...]

L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article R.512-69 du Code de l'environnement
[...]

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :Télédéclaration d'incident du 13/02/2026 :

L'exploitant a déclaré le 13/02/2026 un incident survenu le vendredi 30/01/2026 vers 15h30. Le délai de déclaration depuis la survenue de l'incident est de 14 jours.

Les informations transmises dans la déclaration indiquent les éléments suivants. Lors d'opérations de remise en service de la ligne de gazole N2J585A située dans la cuvette du bac P846, la redistribution du circuit est initiée par ouverture d'une vanne alors que des intervenants sont en train de mettre en place la boulonnerie pour serrer la dernière bride (bride de 16"). Une perte de confinement de gazole se produit et dure moins de 2 minutes. Les intervenants ne sont pas exposés au produit qui est rapidement récupéré par le camion de pompage présent sur le site en assistance.

Constat de la visite d'inspection :

Lors de la visite terrain réalisée dans la cuvette de rétention n°30 du réservoir P846, il est constaté des odeurs et la présence de traces de produit dans la rétention, une végétation abîmée (orange) sur plusieurs mètres carrés. L'exploitant a précisé avoir tenu une réunion d'arbre des causes le 23/02/2026, avec une analyse incomplète lors de l'inspection car l'enregistrement des étapes de la remise à disposition de la ligne n'était pas disponible.

La ligne était remise en service dans le cadre d'opérations de redémarrage de la DEE après son arrêt le 30/01 matin, lié à la présence d'eau dans le pétrole brut. Les travaux de déplatinage avaient été avancés du lundi 2/02 au vendredi 30/01.

L'exploitant a transmis le plan de mise à disposition (liste des isollements pour travaux) de la ligne N2J585A.

Il estime que 2 à 5 m³ ont été pompés avec présence d'eau dans la cuvette de rétention n°30. L'exploitant a indiqué avoir engagé les démarches pour mener les travaux de remédiation. La cuvette de rétention n°30 est indiquée dans le courrier DGS/HSEI-ESI 03-24 du 16/02/2024 (annexe 2) relatif aux travaux d'étanchéification des rétentions des réservoirs comme « à étancher ».

La fermeture de la vanne du réseau ENH de la cuvette de rétention n°30 a été constatée pendant la visite avec l'exploitant.

Documents consultés

- télédéclaration de l'incident du 30/01/2026 faite le 13/02/2026 : fuite de gazole dans la rétention du réservoir P846 ;
- liste des isollements pour travaux de la ligne N2J585A renseignée jusqu'au 30/01/2026

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte le délai de déclaration des incidents. Il transmet le rapport d'incident via le lien électronique transmis le 19/02/2026 par le guichet unique numérique de l'environnement suite à la télédéclaration effectuée le 13/02/2026.

Il met en œuvre les opérations de remédiation dans les délais fixés à l'article 4.4.4. de l'arrêté préfectoral du 24/01/2019 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois